

ESPAGNE: BIPARTISME, ADIOS...

Pour un coup de pied au cul, ça a été un bon coup de pied au cul! Même si nous sommes sceptiques devant l'illusion électoraliste et le parlementarisme participant à la conquête du pouvoir, le résultat des élections municipales du 24 mai en Espagne donne au moins la satisfaction de constater la déconfiture des deux «grands» partis: PP et PSOE (1), qui ont été abandonnés par une large frange de leurs électeurs habituels au profit des listes d'alliances apparues depuis un peu plus d'un an. Le PP notamment a perdu 2,5 millions de voix par rapport à 2011. Nombre de ses candidats ont annoncé leur décision d'abandonner la politique (sans doute une nouvelle promesse qui ne sera pas tenue). Le PP avait pourtant essayé de limiter la casse en multipliant les tracasseries pour empêcher au maximum les votes par correspondance de tous les migrants espagnols victimes de sa politique économique (ils sont environ 1,8 million de par le monde), mais rien n'y a fait.

Si le PP reste majoritaire à l'échelon national avec 27% des suffrages, il est battu ou en difficulté dans de nombreuses grandes localités. À commencer par Madrid, qu'il gérait et où il n'obtient plus que vingt et un élus, soit juste l'avantage devant Manuela Carmena, juge à la retraite, soutenue par le parti *Podemos* (2). Les neuf élus du PSOE risquant de l'appuyer, on comprend l'appréhension dans les rangs de la droite. Signe qui ne trompe pas, on a constaté jeudi dernier (28 mai), devant l'hôtel de ville madrilène, la présence inhabituelle de cinq énormes containers bourrés de documents papier ayant été passés à la broyeuse. Ça sent vraiment la fin de règne.

À Barcelone, la claque est encore plus grande. Là, c'est Ada Colau (41 ans) qui arrive en tête avec sa liste composée de trentenaires, *Barcelona en comú* (3). Elle bat la droite, la gauche et les catalanistes, démontrant au passage que le plus urgent et important pour les Catalans n'est pas «l'indépendance», mais bien la question sociale et la lutte contre la corruption. Ce dernier point est parfaitement illustré par le cas Pujol, figure du nationalisme catalan et ancien président de la Catalogne qu'il a dirigée pendant vingt-trois ans (1980-2003). Ce vibrant «patriote» vantant les mérites de l'économie de sa région trouvait plus sûr et avantageux d'aller planquer son fric en Andorre (sept millions quand même!). Les taux d'intérêt y sont bien sûr plus juteux que dans sa Catalogne chérie. Indépendantiste oui, mais avec le portefeuille bien rempli!

Ce n'est certes pas le cas d'Ada Colau, qui présente la particularité de n'avoir jamais appartenu à une organisation politique. Elle s'est rendue célèbre en luttant sur le terrain au sein de PAH (*Plataforma de afectados por las hipotecas*) (4), pour s'opposer aux expulsions des familles surendettées ne pouvant plus payer leurs emprunts, et que les banques condamnent à la rue. Personnage atypique donc qu'Ada Colau, qui ne manque jamais de raconter qu'elle est née sous Franco, le 3 mars 1974, soit quelques heures après l'exécution par *garrote vil* de l'anarchiste Salvador Puig Antich: «Ma mère me le rappelle à chaque anniversaire et ça a marqué mon engagement pour lutter pour un changement social». Mais le temps des promesses s'achève, il va maintenant falloir appliquer son programme plus

(1) Parti Populaire et Parti socialiste ouvrier espagnol.

(2) Nous pouvons: parti créé en janvier 2014.

(3) Barcelone en commun.

(4) Plateforme des victimes des hypothèques.

social que politique: stopper les expulsions, transformer les appartements vides en logements sociaux, garantir les droits sociaux basiques (santé, restos caritatifs, baisse du prix de l'eau, du gaz et de l'électricité), instaurer un revenu minimum de 600 euros pour les familles précaires, s'opposer aux anciens projets contraires au bien commun... Sans oublier, comme promis, d'abaisser le montant de salaire de maire de Barcelone de 143.000 euros par an, à 2.200 par mois. À noter que le parti antilibéral *Podemos* (membre de cette coalition) a commencé à lâcher du lest pour faire face à la réalité dans le cadre d'une société qui demeure capitaliste: plus question de revenu de base universel, ni de retraite à 60 ans et exit le moratoire sur la dette. Les choses sérieuses vont commencer, en même temps que les tensions entre une base habituée à fonctionner horizontalement, et des dirigeants/responsables plus enclins à fonctionner de manière pyramidale. En ligne de mire, les législatives de novembre pour les uns, les luttes sociales pour d'autres, comme nos camarades anarcho-syndicalistes pour qui *«il ne s'agit pas de voter pour changer de maître... mais de partir à la conquête d'une nouvelle société qui naîtra sur les ruines de ce système criminel qui prétend nous confisquer l'avenir et l'espoir»*.

Ramon PINO
Groupe Salvador-Segui
